


Nous proposons ici en extrait de **N'Autre école, l'Hebdo**, n° 3, un entretien avec deux Astsem qui nous parlent du confinement et de leurs inquiétudes sur la reprise... Depuis le 13 avril, la revue *N'Autre école* est devenue hebdomadaire le temps du confinement. Voici son 3e numéro "Paroles déconfinées". [Pour feuilleter le n° 3 en ligne](#) [Pour télécharger le Pdf du n° 3](#)  [n3hebdo3.pdf](#) « Parents pas confiants » est un collectif informel mobilisé contre les politiques d'austérité budgétaires et contre toutes les contre-réformes qui viennent casser l'éducation publique nationale. Composé de parents parfois également impliqués dans d'autres collectifs, associations ou fédérations et réunis par un même souci du bien commun, Parents pas confiants lutte au côté des enseignant-es et des personnels de l'éducation pour une éducation de qualité pour tou-t-es. Le 13 avril dernier, dans son allocution, Emmanuel Macron a annoncé un retour à l'école le 11 mai. Le lendemain, le gouvernement parle tantôt d'une reprise facultative et progressive, tantôt d'une reprise obligatoire entretenant flou et contradictions comme depuis le début de cette crise sans précédent. Le 13 avril dernier, dans son allocution, Emmanuel Macron a annoncé un retour à l'école le 11 mai pour le primaire et le secondaire, tandis que les étudiants ne rentreraient qu'après l'été. Le lendemain, Jean-Michel Blanquer présentait certaines mesures, et d'autres différentes et peu réalistes quelques heures plus tard. Le gouvernement parle tantôt d'une reprise facultative et progressive, tantôt d'une reprise obligatoire entretenant flou et contradictions comme depuis le début de cette crise sans précédent. Pourquoi demander aux plus petits de reprendre le chemin de l'école dès le 11 mai alors que le CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) ministériel demande un dépistage systématique des personnels et des élèves comme préalable à toute reprise, alors que le Conseil de l'Ordre des médecins et la Fédération des médecins de France s'opposent à cette reprise, alors que tous les pays durement touchés par l'épidémie annoncent un retour à l'école au plus tôt en septembre ? Pourquoi cette reprise alors que tous les voyants sont au rouge ? Les seules demandes de reprise des activités émanent du Medef, pour qui le problème de garde des enfants serait un frein à la reprise. Il n'y a donc pas beaucoup d'efforts à faire pour comprendre la logique derrière cette annonce. Nous, parents, refusons que les enjeux économiques guident la décision de reprise au risque de mettre en danger la population. Car nous savons que les conditions actuelles, les inconnues qui demeurent sur l'immunité face au virus et le nombre massif d'écoliers et de personnels à travers la Métropole et les territoires d'Outre-Mer ne permettent pas de dépistage systématique ni la fourniture de masques et de matériel nécessaires à la protection des personnes. Outre les éventuelles mesures spécifiques, rappelons que la densité et la promiscuité dans les établissements scolaires sont très importantes avec des installations sanitaires souvent défectueuses et en nombre insuffisant. Les enfants, peu symptomatiques, peuvent véhiculer et transmettre le virus. Tout démontre que cette décision de reprise le 11 mai ne repose en aucun cas sur une volonté de protéger la population. Ce risque majeur et totalement inconsideré en termes de Santé publique posé, quels seraient l'accueil et le retour à la collectivité pour nos enfants ? Dans quelles conditions pourraient-ils étudier, s'épanouir, grandir, se retrouver entre enfants et avec les adultes, alors que la situation sera encore extrêmement tendue, que le décompte des malades et des morts continuera ? Comment accepter que l'école devienne pour nos enfants et les personnels un lieu générateur de stress et terriblement anxiogène ? Les retombées sociales, psychiques, symboliques risquent d'être ravageuses pour eux et pour la société dans son ensemble. De plus, nous déplorons que le gouvernement utilise l'argument d'aide aux plus précaires, alors que jusqu'à présent il ne s'est jamais soucié des conditions de confinement des plus défavorisés ni même des personnels de l'Éducation nationale. Aucune décision n'est venue aider ces populations, bien au contraire. Vouloir faire endosser la responsabilité, voire culpabiliser les enseignant-es et les parents alors que depuis des années ces populations sont stigmatisées, que les revendications des professionnel·les de terrain ne sont pas entendues, que les budgets et les nombres de postes sont systématiquement revus à la baisse est d'une hypocrisie et d'un mépris sans nom. Bien sûr, nous savons que des familles sont en grande difficulté et que le confinement est venu accroître des inégalités criantes, nous savons que beaucoup sont mal logés, que des femmes et des enfants subissent des violences intrafamiliales dramatiques, mais ce n'est certainement pas l'école, dans le

contexte actuel, qui peut jouer le rôle d'aide et de soutien à ces détresses. Nous appelons donc de toute urgence à redonner les moyens à l'école publique sur tous les territoires, notamment les plus fragilisés, ainsi qu'aux services médico-sociaux, dont les professionnel·les engagés·es alertent sur la réduction à peau de chagrin, depuis des années, pour réellement pouvoir prétendre lutter contre les inégalités et défendre les droits de tous les enfants. Nous refusons que nos enfants, leurs enseignant·es et tous les personnels mobilisé·es pour une école solidaire servent de « chair à canon » et jouent en permanence à la roulette russe. C'est une fois de plus un affront à l'encontre de celles et ceux qui font vivre cette école au quotidien. Nous pensons qu'actuellement la santé et le bien-être des enfants, des familles, des travailleurs/euses doivent être la priorité absolue de ce gouvernement. C'est pourquoi nous demandons que la reprise de l'école ne s'amorce que lorsque les garanties seront données que les conditions sanitaires sont réunies pour la sécurité et le bien-être des personnels et des enfants. Alors, seulement, nous, parents, serons confiants et heureux de pouvoir remettre nos enfants à l'école. ■ Collectif Parents pas confiants



## Documents joints

[n3hebd03.pdf](#)